



Contrat pour prestations d'appui au maître d'ouvrage

Version OFROU / Janvier 2019

Désignation du projet:

Désignation abrégée du projet:

Numéro du projet:

Projet partiel:

Chef de projet du maître d'ouvrage:

Procédure d'attribution:

Classification selon LMP/OMP:

Numéro du contrat:

Date du contrat:

Objet du contrat:

Jct. Aménagement jonction d'Aubonne

06AJCTAUBO

N01.06 150049

-

Gestion des projets

Procédure ouverte

marché de services

N01.06 150049.Provisoire_00006635

BAMO et DGT

Rémunération nette, TVA non comprise

CHF 20'000.00

conclu entre

agissant par

La Confédération suisse

L'Office fédéral des routes OFROU

Division Infrastructure routière Ouest

Filiale d'Estavayer-le-Lac

Place de la Gare 7, 1470 Estavayer-le-Lac

appelé ci-après

le mandant

et

l'entreprise

siège à

N° de TVA/IDE

appelé ci-après

le mandataire

1 Objet du contrat

1.1 Définition du projet

La jonction d'Aubonne dessert un territoire qui s'est passablement développé ces dernières années, avec notamment l'urbanisation du secteur de Littoral Parc et la présence de grosses enseignes commerciales. Mais également lié à l'accroissement démographique de plusieurs communes du Pied du Jura.

Le projet de réaménagement de la jonction d'Aubonne consiste à mettre en oeuvre des mesures de fluidification du trafic aux abords de la jonction autoroutière éponyme. Ceci afin d'améliorer la circulation lors des heures de pointes et réduire la gêne aux usagers.

Le présent contrat porte sur les prestations de BAMO et de DGT pour tous les domaines OFROU sur le projet d'amélioration de la jonction d'Aubonne.

1.2 Etendue des prestations du mandataire au sein du projet

Le mandant charge le mandataire d'exécuter les prestations suivantes en vertu du présent contrat et de ses éléments:

Appui au maître d'ouvrage (BAMO) et Direction générale des travaux (DGT) pour tous les domaines OFROU. Les prestations sont à réaliser pour les phases :

- Acquisition des contrats de mandataires et spécialistes
- Concept d'intervention MK/AP yc complément d'acquisition de données pour l'UPN
- Projet d'intervention MP/DP
- Appel d'offres (AO) entreprises
- Documents d'exécution
- Exécution des mesures
- Mise en service, achèvement

2 Eléments du contrat et leur ordre de priorité en cas de contradiction

2.1 Liste des éléments du contrat

- 2.1.1 Le présent document
- 2.1.2 Le descriptif des prestations / le cahier des charges BAMO et DGT
- 2.1.3 Les conditions générales des contrats de mandataires de la KBOB (édition 2015)
- 2.1.4 L'offre du mandataire du

2.2 Ordre de priorité en cas de contradictions

Si les éléments du contrat susmentionnés se contredisent, leur ordre de priorité est déterminé par l'ordre dans lequel ils sont énumérés. Si des documents faisant partie d'un même élément du contrat se contredisent, le document le plus récent prime.

Les conditions générales du mandataire, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs ne sont applicables que si elles sont mentionnées au chiffre 10 («Accords spéciaux»).

3 Description de la prestation

Le mandataire assiste le mandant dans le projet décrit et selon ses instructions. Il assume notamment les tâches suivantes:

a) Tâches générales

Il assiste le chef de projet dans tous les processus nécessaires au bon déroulement du projet. Il s'agit notamment de la coordination entre les différents participants au projet et les cercles intéressés dans tous les domaines d'activité du projet, les autorités, les associations et les médias ainsi que de la coordination entre les éventuels lots et de l'organisation des séances (procès-verbaux inclus). Il est également chargé de documenter les informations importantes sur le projet.

b) Elaboration des bases du projet

Il élabore un manuel spécifique au projet et en assure le suivi. Il établit la structure des coûts selon les instructions du mandant. Il veille à la mise à disposition des manuels, instructions, directives, etc. applicables et contrôle régulièrement leur mise en œuvre dans le cadre du projet. Il organise et élabore la plateforme du projet (Sharepoint) et en assure le suivi; il gère la base de données.

c) Acquisitions

Il dresse la liste des acquisitions requises (calendrier inclus). Il prépare et réalise les acquisitions au nom du mandant, prépare les documents nécessaires à l'adjudication (documents contractuels, etc.) et assure le suivi des appels d'offres. Il coordonne l'équipe d'évaluation et assiste cette dernière dans l'examen des offres sur les plans technique et administratif. Il établit les rapports d'évaluation et prépare les publications.

d) Contrôle et gestion de la qualité du projet

Il élabore un système de contrôle des délais, des coûts et des prestations, établit et met à jour périodiquement le plan directeur qualité, assume seul certaines tâches en découlant et veille au respect du plan directeur par les participants au projet.

e) Suivi technique du projet

Il conseille et assiste la direction du projet dans les questions techniques, notamment dans le choix des variantes, la considération des aspects écologiques, les études préliminaires requises, la surveillance de la qualité des prestations de mandataire, le contrôle des cahiers des charges, les procédures d'opposition et de recours, l'ordonnance de piquetages, le contrôle du respect des conditions, le contrôle de la direction générale des travaux, la réception d'ouvrages, etc.

4 Rémunération

4.1 Rémunération

4.1.1 Une rémunération à tarifs horaires est convenue pour les prestations suivantes:

Selon l'offre détaillée du mandataire duet les tarifs horaires ci-après, TVA non incluse:

Chef de projet		CHF	
Suppléant du chef de projet		CHF	
Responsable du controlling		CHF	
Rémunération brute offerte à tarifs horaires,			
frais accessoires inclus		CHF	0.00
./. Rabais	0,00 %	CHF	0.00
Total intermédiaire		CHF	0.00
Frais accessoires additionels selon ch. 4.2 (2e alinéa)		CHF	20'000.00
Rémunération nette convenue		CHF	20'000.00
TVA au taux de 7.7 %		CHF	1'540.00
Rémunération totale, TVA incluse		CHF	21'540.00

Ce montant constitue un plafond au sens de l'art. 9.2 des conditions générales des contrats de mandataires de la KBOB.

La répartition de la rémunération par objet inventorié, compte financier et charge par nature est effectuée conformément à la page de garde facture ci-jointe.

4.1.2 La rémunération est versée selon les modalités suivantes:

Le mandataire a droit à des acomptes mensuels équivalents aux prestations fournies. Les articles 9.1 et 9.5 des conditions générales contractuelles de la KBOB pour les prestations de mandataire sont exclus.

4.2 Frais accessoires

Sont compris dans la rémunération convenue ci-dessus les frais accessoires du mandataire tels que photocopies, téléphone, fax, frais de port, équipement informatique, assurances, frais et temps de déplacement, frais de logement et de repas extérieurs.

Le mandataire est rémunéré sur la base des dépenses justifiées pour les frais de reproduction des documents d'appel d'offres, les copies de plan et les autres documents tels que brochures, rapports, etc., qui sont nécessaires pour la planification, la construction et la documentation de l'ouvrage et qui ont été commandés par le maître de l'ouvrage.

4.3 Variations de prix (renchérissement)

Les adaptations de prix dues au renchérissement sont calculées selon la version actuelle au moment de la conclusion du contrat de la norme SIA 126 «Variations de prix : Procédure selon la méthode paramétrique des prestations de mandataire».

4.4 Rémunération des prestations non définies

4.4.1 Genre des prestations non définies:

Toutes les prestations sont considérées comme définitives. Si, au cours de la réalisation il s'avère nécessaire de préciser certaines prestations, la définition de ces dernières incombe au mandant.

4.4.2 Réglementation de la rémunération:

La rémunération des éventuelles prestations définies après conclusion du contrat est convenue d'un commun accord avant le début des travaux. Elle est calculée comme décrit au ch. 4.1. En l'absence d'une confirmation écrite du mandant, le droit à la rémunération s'éteint.

5 Modalités financières

5.1 Facturation et paiement

Les factures seront remises à l'adresse suivante en un seul exemplaire, accompagnées de la page de garde facture dûment remplie:

Office fédéral des Routes OFROU - filiale Estavayer-le-Lac
Place de la Gare 7
1470 Estavayer-le-Lac

Les factures seront établies de façon détaillée et vérifiable sur la base des prestations dues et fournies d'après le présent contrat. Pour chaque collaborateur, le mandataire précisera les prestations facturées et le temps consacré à ces dernières. La taxe sur la valeur ajoutée et les frais accessoires seront indiqués séparément. Les factures qui ne satisfont pas à ces exigences seront renvoyées au mandataire pour correction et, le cas échéant, pour complètement de la documentation. L'inspection des finances de l'OFROU aura à tout moment un droit de regard dans les documents pertinents afin de vérifier la véracité des données.

5.2 Délais de paiement

Les factures envoyées en bonne et due forme courent dès réception à l'adresse indiquée. Le mandant paie les montants dus dans les 30 jours à compter de la réception de la facture.

6 Délais et termes

Délai / date	Activité
06.02.2020	Début des prestations
31.12.2028	Fin des prestations

7 Interlocuteurs

Pour tout ce qui se rapporte au présent contrat, notamment les modifications de ce dernier, la transmission et la notification d'informations, les demandes, etc., les interlocuteurs sont les suivants:

Du côté du mandant

Nom	Gestion des projets
Entreprise	Office fédéral des Routes OFROU - filiale Estavayer-le-Lac
Adresse	Place de la Gare 7 1470 Estavayer-le-Lac
Téléphone	058 461 87 11
Courriel	marchespublics.estavayer@astra.admin.ch

Du côté du mandataire

Nom
Entreprise
Adresse
Téléphone
Fax
Courriel

Si un interlocuteur ou les coordonnées d'un interlocuteur changent, l'autre partie en est immédiatement avertie par écrit.

8 Assurances

Le mandataire, resp. la communauté de mandataires (société simple au sens des art. 530 ss CO), déclare avoir conclu l'assurance responsabilité civile professionnelle ci-après pour la durée du mandat. Il garantit qu'il maintiendra cette assurance pendant toute la durée du mandat et qu'il présentera sur demande du mandant des certificats d'assurance valables:

Forfait pour les dommages corporels, les dommages matériels et les dommages consécutifs	CHF	10'000'000.00
--	-----	---------------

Compagnie d'assurance

N° de police

Franchise par événement (max. 20% de la somme assurée)	CHF
---	-----

9 Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail, égalité de traitement et intégrité

Pour les prestations fournies en Suisse, le mandataire s'engage à observer les dispositions relatives à la protection des travailleurs et les conditions de travail en vigueur au lieu où la prestation est fournie.

Il déclare avoir payé les cotisations sociales et les primes d'assurance, ainsi que les autres contributions selon les contrats-cadres de travail, s'ils existent, de même que la taxe sur la valeur ajoutée.

De plus, il s'engage à respecter l'égalité salariale entre femmes et hommes pour les prestations fournies en Suisse.

Si le mandataire fait appel à des tiers pour l'exécution du contrat, il veille à ce que ceux-ci s'engagent également à respecter les principes susmentionnés.

Le mandataire s'assure en outre de n'avoir conclu aucun accord ou de n'avoir pris aucune mesure susceptible de restreindre la concurrence. Il s'engage, en ne proposant ou en n'acceptant ni récompense ni avantage, à prendre toutes les mesures requises pour éviter la corruption.

En cas de non-respect des obligations susmentionnées, le mandataire doit payer au mandant pour chaque infraction une peine conventionnelle de 10,00% du montant du mandat, TVA non comprise, mais de CHF 3'000.00 au minimum et de CHF 100'000.00 au maximum.

Le mandataire prend connaissance du fait que la violation de cette clause entraîne généralement l'annulation de l'adjudication et la résiliation prématurée du contrat par le maître de l'ouvrage pour de justes motifs.

10 Accords spéciaux

10.1 Dérogation aux conditions générales

Les articles 5, 12 et 16 des conditions générales des contrats de mandataires de la KBOB sont exclus.

10.2 Autres accords spéciaux

10.2.1 Le mandataire s'engage à respecter et à appliquer l'identité visuelle de la Confédération.

10.2.2 Un accord écrit du mandant est nécessaire pour le cas où le mandataire souhaite exploiter leur relation contractuelle pour sa publicité ou la mentionner dans une publication.

10.2.3 L'ensemble des droits de propriété intellectuelle résultant de l'exécution du contrat (exécution de la prestation) appartiennent au mandant. Le mandataire s'engage à faire face à toutes les demandes de tiers concernant une violation de droits de propriété intellectuelle, et à prendre à sa charge tous les frais résultant d'une telle violation, y compris les éventuels dommages et intérêts.

11 Droit de regard (selon Art. 5 OMP)

Pour évaluer les prix du présent contrat et de toute commande subséquente (avenants ou contrats similaires), le mandataire accorde à la Confédération suisse, sur demande, un droit de regard sur le calcul prévisionnel des prix (y compris tout ajustement de prix / prix formules) relatif à ce contrat et à toute commande subséquente ou similaire et fournit gratuitement tous les documents et informations nécessaires. En plus il fournit, sur demande, les résultats du calcul rétrospectif de l'achat à la base du présent contrat ou d'autres achats similaires. La vérification du calcul rétrospectif ne peut pas conduire à une modification des prix du présent contrat.

11.1 Principe

La vérification du prix repose sur la comptabilité financière et la comptabilité d'exploitation du mandataire ainsi que sur le calcul prévisionnel et/ou le calcul rétrospectif du prix du contrat fondés sur ces dernières. Le calcul indique les coûts de revient, présentés sous la forme usuelle dans la branche, ainsi que les suppléments pour risques et le bénéfice.

11.2 Réduction de prix consécutive à la vérification

Si la vérification du prix révèle que le prix convenu dans le contrat est trop élevé, on procédera à une adaptation vers le bas par un avenant au contrat.

La vérification du prix ne peut en aucun cas aboutir à une hausse de ce dernier.

11.3 Devoir d'information

Le mandataire est tenu d'informer le mandant par écrit six mois à l'avance de son intention de cesser de conserver les documents contenant le(s) calcul(s) ou les documents afférents à ce(s) dernier(s).

11.4 Exécution de la vérification du prix

La vérification du prix est exécutée par l'inspectorat des finances/le service de révision interne compétent et/ou le Contrôle Fédéral des Finances (ci-après le service de vérification).

Si le soumissionnaire est étranger, le service de vérification suisse peut charger le service de vérification étranger compétent de la vérification du prix ou l'associer à la vérification. Le service de vérification fixe la date de la vérification avec le mandataire. Les vérifications de prix, les renseignements et les documents doivent être traités de manière confidentielle.

Le résultat de la vérification et les informations nécessaires à sa compréhension sont communiqués par le service de vérification à la direction du mandant au moyen d'un document confidentiel.

11.5 Sous-traitants fournissant une part importante des prestations

Le mandataire s'engage à garantir le même droit de regard en faveur de la Confédération suisse dans les contrats conclus avec les sous-traitants fournissant une part importante des prestations.

Le mandataire est exonéré de cette obligation s'il peut prouver que ses acquisitions auprès du sous-traitant sont réalisées dans des conditions de concurrence et sont économiquement avantageuses.

Si la vérification du prix effectuée auprès d'un sous-traitant conduit à une réduction de prix, le mandataire est tenu de répercuter cette dernière, y compris les suppléments sur le prix convenu avec le mandant, quels que soient ses frais ou ses bénéfices.

Le mandataire s'engage de communiquer au mandant les noms des sous-traitants fournissant une part importante des prestations avant de conclure les contrats avec ces derniers.

12 Entrée en vigueur

Le présent contrat entre en vigueur au moment de sa signature par les parties.

13 Modifications du contrat

Pour être valables, les modifications ou compléments apportés au présent document ou aux autres éléments du contrat doivent faire l'objet d'un accord écrit entre les parties. Cela vaut également pour la suppression de cette règle.

Si une disposition du présent contrat comporte des lacunes, est sans effet juridique ou est inapplicable pour d'autres raisons, cela n'affecte pas la validité des autres dispositions du contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent d'une disposition de substitution valable qui, d'un point de vue économique, se rapproche le plus possible de la disposition qu'elle remplace.

14 Droit applicable et for

Seul le droit suisse s'applique au présent contrat. Les dispositions de la Convention des Nations unies du 11 avril 1980 sur les contrats de vente internationale de marchandises (Convention de Vienne, RS 0.221.211.1) sont expressément exclues.

En cas de litige découlant du présent contrat, le for se situe à Berne.

15 Expédition

Le présent contrat est établi en 2 exemplaires de même teneur.

Le mandataire et le mandant en reçoivent chacun 1 exemplaire signé.

16 Signatures

Estavayer-le-Lac, le

Office fédéral des routes

Signature
Gestion des projets

Signature
Gestion des projets

Lieu et date:

Prénom et nom:
Fonction:
(en lettres capitales)

Prénom et nom:
Fonction:
(en lettres capitales)

Annexe(s)

Page de garde facture (sera établie à la conclusion du contrat)

Matrice des coûts (sera établie à la conclusion du contrat)